



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF, CARREFOUR, AIR FRANCE, UNIVERSITÉS TOUS ENSEMBLE CE N'EST QU'UN DÉBUT !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

6 AVRIL 2018

300 hypermarchés Carrefour en grève, le week-end dernier, en réponse à l'annonce par leur direction de 4 500 suppressions d'emplois et de la réduction à 57 € de la « prime de participation ». Les actionnaires, eux, vont se partager 356 millions d'euros. Quant aux salariés d'Air France, ils ont déjà prévu leur troisième grève consécutive, les 10 et 11 avril, pour arracher 6% d'augmentation de salaire pour tous.

Dans les facultés, les occupations s'étendent contre le plan de sélection à l'entrée à l'université. Et mardi, il y a eu le démarrage de la grève à la SNCF, extrêmement massive, à la mesure de la colère des cheminots. Résultat : mardi, seulement un TGV sur huit et des lignes intercity parfois complètement stoppées.

UN MÉCONTENTEMENT QUI SE GÉNÉRALISE

Dans tous les secteurs, les travailleurs subissent de violentes attaques, l'arrogance de leurs patrons et les mêmes conditions de travail dégradées. Et depuis son élection, Macron a multiplié les offensives contre l'ensemble des salariés et des classes populaires.

Après avoir dynamité le Code du travail pour réduire les droits des salariés du secteur privé, c'est au tour des cheminots et des fonctionnaires d'être attaqués. Parce que dans la fonction publique aussi, le gouvernement veut tout casser : privatiser par morceaux, liquider le statut des fonctionnaires, supprimer des milliers d'emplois, en finir avec les services publics.

L'occasion de rappeler que Macron avait déclaré : « *Je suis pour une société sans statut* ». Ce qui signifie une société où chaque salarié devrait négocier individuellement son contrat de travail et ses droits, son salaire, son temps de travail, ses jours de repos, sans aucune garantie collective.

Et si aujourd'hui, Macron et Philippe s'en prennent frontalement aux cheminots, c'est parce qu'ils espèrent en plus briser leur combativité et leur résistance pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les mineurs anglais, au milieu des années 80. Seulement, voilà, les cheminots sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

UNE GRÈVE CONTRÔLÉE PAR LES GRÉVISTES EUX-MÊMES

Pour s'opposer à l'épreuve de force imposée par le gouvernement, l'intersyndicale des cheminots appelle à faire grève « deux jours sur cinq » jusqu'au mois de juin.



Mais conscients de l'enjeu de la lutte qui s'engage, nombreux sont les cheminots qui veulent se battre pour de bon et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est à dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base, contrôlée par les grévistes et qui pourrait entraîner d'autres secteurs.

Placer la grève sous le contrôle des grévistes, c'est aussi le seul moyen d'empêcher que telle ou telle organisation syndicale, partie prenante de l'intersyndicale cheminote, aillent négocier avec le gouvernement pour son propre compte, sans mandat des grévistes, au risque de casser la grève.

OUI, LA CONVERGENCE DES LUTTES EST À L'ORDRE DU JOUR !

Face à ces attaques concertées et tous azimuts du gouvernement et du patronat, le mécontentement est général et cela se voit. Cheminots, étudiants, Air France, Carrefour, énergie, collecte des déchets, hôpitaux en grève.

L'urgence, c'est de chercher à faire converger toutes ces luttes du public et du privé, seul moyen pour créer le rapport de forces suffisant pour gagner. Parce que c'est précisément la peur d'une généralisation des conflits, une possible « coagulation » des luttes qui inquiète ce gouvernement et le patronat.

Oui, 50 ans après la grève générale de Mai-Juin 68, l'objectif, c'est bien que ces mobilisations débouchent sur un mouvement d'ensemble, une grève générale qui paralyse totalement l'activité économique du pays.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



A LA SNCF OU AILLEURS CHACUN EST LE « PRIVILEGE » DE QUELQU'UN D'AUTRE

A l'heure de la grève à la SNCF, il est courant d'entendre dénoncer les « privilèges » des cheminots. . Comme si la garantie de l'emploi n'était pas ce à quoi aspirent des millions de gens condamnés au chômage et à la précarité. Comme s'il fallait enterrer pour tout le monde l'aspiration à une retraite qui tienne compte des années de pénibilité au travail.

A ce compte-là , tout le monde est le « privilégié » de quelqu'un d'autre : le salarié du public par rapport à celui du privé, celui qui a un CDI par rapport à celui qui alterne chômage et intérim, , le salarié « Renault » par rapport à celui d'une petite boites de nettoyage, le chômeur indemnisé par rapport à ceux qui ne touchent rien, la personne qui a un logement par rapport aux SDF ...

Essayer de monter les catégories sociales les unes contre les autres en espérant qu'elles oublieront qui sont les vrais privilégiés dans cette société est une vieille tactique des classes sociales dominantes. Ne leur laissons pas le « privilège » de pouvoir nous intoxiquer.

LEURS CHIFFRES, NOS MORTS

Les conditions de travail et de soins à l'hôpital sont dénoncées par les hospitaliers depuis des mois. Une situation dont les gouvernements successifs, à force de coupes budgétaires, portent la responsabilité. Pourtant cette politique tue.

Les échos de patients morts aux Urgences, d'avoir trop attendu, scandent l'actualité récente. Une fatalité ? Bien sûr que non. Selon une enquête de Samu-Urgences de France, le sous-effectif chronique, organisé par souci « d'économies », entraîne une augmentation de la mortalité de 30 % pour les patients les plus graves.

Quelles conséquences pour les hospitaliers ? Rien que sur ces deux derniers mois, cinq salariés des hôpitaux de Paris se sont donné la mort en dénonçant leurs conditions de travail. Les appels de médecins dans la presse se multiplient, mais surtout les coups de semonce des travailleurs se renforcent : des grèves gagnent parfois, comme à Bordeaux, qui permettent d'obtenir des postes, des moyens, le respect des plannings... bref, le strict minimum pour soigner. Un remède à généraliser, pour se défendre face à un gouvernement qui préfère donner, d'ici 2025, 300 milliards à l'armée... plutôt qu'à la santé.

LE MILLION DE TAVARES CHEZ PEUGEOT C'EST PAS UN « PRIVILEGE », ÇA ?

Au moment ou Opel vient d'annoncer un plan de départ volontaires de ses salariés allemands, on apprend que Carlos Tavares, le PDG de PSA va toucher une prime de un million d'€ comme bonus pour le rachat d'OPEL par PSA l'an dernier. Un million d'€ qui va s'ajouter au reste. Même si Tavares reste loin derrière Carlos Goshn, cela va quand même porter sa rémunération pour 2017 tous « avantages » compris, à 6,7 millions d'€ : de quoi payer pendant un an 350 salariés au Smic.

Dans tous les grands groupes industriels et financiers c'est la même chose : les capitalistes actionnaires sont prêts à payer des fortunes à des PDG dont le boulot est de supprimer des emplois et de bloquer les salaires. Du moment que les dividendes coulent à flots. Le profit avant tout, c'est la logique même du capitalisme. En finir avec cette logique là est autant d'actualité aujourd'hui que pendant les grandes grèves de 1936 ou 1968.

LE CHIFFRE : 1097

C'est, selon le SNUipp-FSU, le nombre de fermetures de classes prévues dans les écoles situées en zone rurale, sur la base de données collectées dans 90 départements. Avec seulement 289 ouvertures, on parle donc d'une perte nette de 808 classes ...La destruction du service public d'éducation se poursuit.

LE SUSPENS EST TERMINE

Le patron de LVMH, Bernard Arnault, entre dans le top 5 des hommes les plus fortunés au monde avec un patrimoine évalué de 58,6 milliards d'euros. L'expansion de LVMH s'inscrit dans un mouvement d'expansion du secteur des produits de luxe.

L'explication est simple : l'augmentation des inégalités et l'accaparement de la croissance par les revenus les plus élevés. Ces inégalités permettent aux industriels du luxe à la fois d'étendre leurs marchés et d'augmenter leurs prix. C'est un exemple de plus de l'absurdité de l'économie capitaliste ; incapable d'assurer à chacun des conditions de vie digne alors qu'une minorité nage dans l'opulence.

PAS AUX SALARIÉS DE PAYER POUR LA FIN DU DIESEL

Ces jours-ci, l'usine Bosch de Rodez a été complètement bloquée par des débrayages tournants et des barrages aux portes de l'usine empêchant entrée et sortie des pièces pour la fabrication. Les 1600 salariés de la seule grande usine en France ne fabriquant que pour le diesel, sont en effet menacés.

Bosch est soupçonné d'avoir participé au dieselgate avec Volkswagen et Fiat Chrysler. Et c'est aux salariés que l'on demande d'en payer les conséquences : au moins 300 suppressions d'emploi et le chômage partiel généralisé non compensé.

Les mouvements ont abouti à des premiers reculs : abandon du gel des salaires et des menaces immédiates de suppressions d'emploi, et promesses d'investissements dans d'autres domaines que le diesel. Un répit ! C'est aux patrons qui ont décidé tout seuls de développer le diesel au moment où cela leur apportait des profits de proposer aujourd'hui de nouvelles activités

PALESTINE : HALTE AU MASSACRE !

Vendredi dernier des dizaines de milliers de Palestiniens manifestaient pour le droit au retour pour ceux et celles qui ont été expulsés ou ont dû fuir en 1948 devant les forces armées israéliennes qui venaient de proclamer l'Etat d'Israël. A Gaza surtout, les manifestant.es ont été pris pour cible par l'armée israélienne: au moins 15 mort.es et 1200 blessé.es.

L'État d'Israël ne tolère aucune remise en question de sa politique de mainmise coloniale sur les terres palestiniennes : ceux et celles qui osent lutter pour leurs droits peuvent à tout moment être tués de sang froid par une armée coutumière des crimes de guerre.

Avec la complicité passive des grandes puissances. Au mieux, comme la France, elles se contentent d'appeler les autorités israéliennes « à faire preuve de retenue ». Compter sur l'ONU pour faire cesser les exactions de l'Etat d'Israël n'aboutira pas plus demain qu'hier. Seule la solidarité internationale peut faire cesser l'impunité dont il jouit depuis trop longtemps.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**